Afrique : quand le Covid masque la faim

alternatives-economiques.fr//afrique-covid-masque-faim/00092865

« Plutôt risquer d'attraper le Covid que crever de faim. » C'est la réflexion de centaines de millions de citadins et de ruraux pauvres à travers le monde. Ceux qui vivent au jour le jour et qui ont perdu brusquement leurs sources de revenu en raison des mesures sanitaires – interdictions de circuler, fermeture des marchés, quarantaines – prises par la quasi-totalité des Etats, avec leurs conséquences économiques et sociales en cascade.

C'est le cas pour de nombreuses personnes dans les pays développés, où l'on voit se multiplier les besoins d'assistance. Et c'est un phénomène massif là où les filets sociaux sont inexistants ou minimes, là où les Etats disposent de très faibles capacités d'intervention, là où se concentrent les 820 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, selon les dernières données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), principalement en Asie du Sud (278 millions) et en Afrique subsaharienne (239 millions). C'est dans cette dernière région que la prévalence de la sous-alimentation chronique* est la plus forte : 23 % de la population, le double de la moyenne mondiale.

Un terrain déjà fragilisé

La situation est particulièrement tendue pour les populations en état de crise alimentaire, c'est-à-dire qui requièrent l'aide d'urgence, alors même que les mesures de lutte contre le Covid ont désorganisé les chaînes logistiques et déplacé les priorités budgétaires, au Nord et au Sud. Le nombre des victimes de ces crises alimentaires était estimé à 135 millions de personnes fin 2019, dont 73 millions en Afrique, selon le dernier rapport global sur les crises alimentaires. Si les conflits armés en sont la cause principale, les chocs agroclimatiques et économiques sont un facteur particulièrement lourd en Afrique. Ce rapport estime par ailleurs à 183 millions de personnes, dont 129 millions dans 32 pays au sud du Sahara, le nombre de ceux qui sont « sous pression », c'est-à-dire susceptibles de basculer au premier choc dans une situation de crise alimentaire. Avec la pandémie et les conséquences de sa gestion, ce choc est arrivé.

Le rapport global sur les crises alimentaires a également mis en lumière la forte dégradation de la situation dans les pays sahéliens au cours des douze mois qui ont précédé l'irruption du Covid, comparativement aux autres régions subsahariennes. C'est le résultat d'une accumulation de circonstances. Des dépréciations monétaires (hors zone franc CFA) ont renchéri le coût des importations. Le repli, depuis l'automne 2018, des cours du coton et du pétrole a grevé les revenus des pays exportateurs (particulièrement le Bénin et le Burkina Faso pour le coton, le Nigeria pour le pétrole). La persistance de la violence armée au nord du Nigeria, dans le bassin du lac Tchad et aux frontières communes du Burkina Faso, du Mali et du Niger entrave l'accès aux terres et aux pâturages et maintient dans l'exil plus d'un million de déplacés internes. Le nombre de personnes qui vont se retrouver en situation de crise alimentaire cet été, c'est-à-dire

durant la période de soudure, a ainsi été évalué à 17 millions au Sahel et en Afrique de l'Ouest (sur 275 millions d'habitants) par le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), soit le double de ce que l'on mesure « normalement » dans la région. Une estimation désormais dépassée, puisque le Covid et ses effets sont depuis venus s'ajouter.

La pandémie est donc arrivée ici sur un terrain particulièrement fragilisé. Et la réponse des Etats – malgré beaucoup d'interrogations sur la dynamique et la létalité de la pandémie dans des pays où plus de la moitié de la population a moins de 20 ans – a entraîné un séisme économique et social.

Pertes de revenus

Dans les villes, les mesures de confinement, les fermetures des marchés et autres lieux publics ont fortement impacté un secteur informel qui fait vivre l'immense majorité de la population : vendeuses de brochettes, ferrailleurs, tailleurs, petits commerçants, taxis-motos… A ces pertes de revenus qui frappent en premier lieu les *goorgoorlou*1, comme on les appelle au Sénégal, ceux qui démarrent la journée sans avoir devant eux l'argent pour assurer la « D. Q. » (dépense quotidienne) et nourrir leur famille, s'ajoutent celles des travailleurs du secteur formel : un grand hôtel qui ferme, ce sont des dizaines d'employés mis à pied, dont les petits salaires font vivre beaucoup de monde.

« Ce n'est pas la nourriture à prix abordable qui manque, mais l'argent pour l'acheter », résume Jean-René Cuzon, de la division agriculture de l'Agence française de développement (AFD). De fait, les hausses des prix alimentaires, liées à la désorganisation des transports (et à un peu de spéculation aussi), ont été limitées aux grandes villes côtières et restent pour l'instant modérées. Dans la région, en raison d'une pluviométrie favorable depuis quelques années, les récoltes ont été plutôt bonnes. Quant aux inquiétudes sur la poursuite des importations de riz, elles ont été rapidement levées après le renoncement du Vietnam et de l'Inde à tout moratoire.

> « Ce n'est pas la nourriture à prix abordable qui manque, mais l'argent pour l'acheter », Jean-René Cuzon, AFD

Les difficultés dans les villes du Sud ont poussé beaucoup de gens à fuir vers les campagnes en pensant que ce serait plus facile de manger. *« A juste titre,* poursuit Jean-René Cuzon. *Mais ce sont aussi des bouches supplémentaires à nourrir dans des villages également sous tension. »* En milieu rural en effet, toute l'activité a été très affectée par les restrictions sur les déplacements : pertes de productions maraîchères faute de travailleurs saisonniers pour les ramasser et de marchés pour les écouler, chute de la demande de produits artisanaux qui représentent une part importante des revenus des ruraux, blocages du commerce de bétail sur pied entre régions sahéliennes et côtières du fait de la fermeture des frontières…

A ce stress qui pèse beaucoup plus sur les femmes parce que ce sont elles qui doivent gérer la nourriture, s'ajoute la fermeture des écoles, donc des cantines scolaires, qui

jouent un rôle clé dans la limitation de la malnutrition infantile. Sans oublier la baisse ou la suspension des transferts d'argent des émigrés.

Priorité à l'urgence alimentaire

Le choc est tel que *« les Etats de la région sont en train de rétropédaler*, indique Sibiri Jean Zoundi, directeur adjoint du secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest2. *Ils sont financièrement à bout de souffle et, entre urgence alimentaire, sécuritaire et sanitaire, la situation est devenue intenable ».* De fait, le Nigeria a mis fin au confinement, le Burkina a rouvert ses marchés, le Ghana veut changer son fusil d'épaule : tester en masse et isoler… Finalement, tous sont en train d'en venir au raisonnement du Bénin qui avait fermé ses frontières mais renoncé dès le départ au confinement, estimant qu'il n'en avait pas les moyens.

Il y a l'urgence immédiate, mais aussi celle du coup d'après. La crise du Covid a en effet désorganisé l'approvisionnement en semences, engrais et pesticides alors que c'est en ce moment que l'on prépare la prochaine campagne agricole. Si elle est ratée, 2021 pourrait être une année plus noire encore. De plus, les criquets pèlerins, qui sont en train de ravager l'Afrique de l'Est, pourraient arriver à l'Ouest par le Tchad. La région est équipée d'un dispositif efficace de lutte antiacridienne, selon la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO). Si les huit millions de dollars manquants sont rapidement trouvés pour traiter précocement les sites de ponte, les cultures menacées seront épargnées à moindres frais. Autrement, ce sera la panique.

> Tous les Etats sont en train d'en venir au raisonnement du Bénin qui avait fermé ses frontières mais renoncé dès le départ au confinement, estimant qu'il n'en avait pas les moyens

Sauver la prochaine campagne agricole et, d'une façon générale, venir au secours du pouvoir d'achat des ménages pauvres dans des pays d'autant plus étranglés qu'ils subissent aujourd'hui l'effondrement des cours des matières premières devrait être une priorité de la coopération internationale. Or, confrontés à leur propre récession, les pays donateurs n'ont pas annoncé d'apport supplémentaire d'argent frais. Ils pourraient même être tentés de revoir à la baisse leurs engagements financiers pour l'an prochain. Par ailleurs, ils redéploient actuellement tout ce qu'ils ont de fonds de tiroir disponibles sur l'action sanitaire, laissant à l'arrière-plan l'urgence alimentaire.

De ce point de vue, l'action de la France est une caricature. Son initiative « Covid-19 - santé en commun » repose principalement sur des prêts aux Etats bénéficiaires de l'aide française (1 milliard d'euros en prêts, levés sur les marchés financiers via l'AFD, et 0,2 milliard en dons), en vue de financer des opérations essentiellement sanitaires. Proposer à l'Afrique de s'endetter, tout en lui offrant un moratoire sur ses remboursements de dette, ce n'est pas avec ça qu'on répond à une urgence alimentaire.

*****

Sous-alimentation chronique : situation dans laquelle la consommation alimentaire habituelle d'un individu est chroniquement insuffisante pour fournir l'apport énergétique alimentaire nécessaire à une vie normale, active et saine.